

Chronique d'un conflit annoncé à Bujumbura

● La réélection du président Pierre Nkurunziza, pour un troisième mandat plus que critiqué, n'a fait qu'exacerber les tensions dans tout le pays.

● Les attaques et les meurtres ciblés dans les deux camps précipitent encore un peu plus le pays vers une guerre civile qui apparaît inexorable pour nombre d'observateurs.

● Les hommes en uniforme sont de plus en plus nombreux dans tout le pays, au point que même la police burundaise met en garde ses propres hommes.

“L'ego d'un homme peut mener à la faillite d'un pays”

Dites à Monsieur Nkurunziza qu'il s'en aille. Dites-lui qu'un pays ne peut dépendre du bon vouloir d'un seul homme. Dites à ses partisans du CNDD-FDD qu'il est temps de se remettre en question sous peine de tout perdre pour un seul homme.” A l'autre bout du fil, Sœur Agathe, comme l'appellent ses voisins. Agée de 72 ans, elle a longtemps vécu près du couvent de Kamenge, dans la grande périphérie de Bujumbura, la capitale burundaise. C'est dans ce couvent que trois sœurs italiennes ont été violées et assassinées en septembre dernier. “Mais je ne suis pas sœur, je ne l'ai jamais été mais comme je vis près du couvent et que je passe le plus clair de mon temps à aider mes voisins, ils m'ont donné ce surnom.”

“Sœur” Agathe, moteur de sa petite communauté, n'hésite pas à dire tout haut ce que beaucoup pensent tout bas. “Le vrai souci au Burundi porte un nom: Pierre Nkurunziza.” L'homme vient d'être réélu pour un troisième mandat, dès le premier tour de la présidentielle, le 21 juillet dernier, avec 69% des votes. Un troisième mandat que ses adversaires jugent inconstitutionnel et incompatible avec les accords d'Arusha qui ont ramené la paix dans ce petit Etat d'Afrique centrale au début de ce millénaire.

Mais Pierre Nkurunziza, lui, n'en a

cure. Malgré les critiques de l'opposition politique, de la société civile, de l'Eglise catholique et même de la communauté internationale, il s'accroche au pouvoir, plongeant le pays dans une grave crise politique et sécuritaire.

Deux semaines d'incertitudes

Sa prestation de serment, qui marquera le début de son nouveau mandat, doit avoir lieu au plus tard le 26 août, date d'expiration de son mandat actuel. Il reste donc au maximum deux semaines avant ce rendez-vous qui doit entériner le passage en force du président Nkurunziza à la face du monde.

Face à cette évolution chaotique, l'opposition apparaît de plus en plus divisée. Le principal opposant, Agathon Rwaso, s'est en effet fait élire vice-président de l'Assemblée nationale. Il dit vouloir “jouer le jeu” et affirme que c'est le seul moyen pour sortir de cette crise par le haut, en évitant les dérapages qui peuvent embraser le pays.

Mais cette lecture est loin de faire l'unanimité dans les rangs de l'opposition. Des opposants en exil et des membres de la société civile ont ainsi créé un “Conseil national pour le respect de l'accord d'Arusha et pour la restauration de l'état de droit au Burundi”, lors d'une rencontre à Addis-Abeba.

Pour eux, pas question d'accepter un troisième mandat pour Nkurunziza.

Des hommes en uniforme partout

En attendant cette prestation de serment, la tension monte et pas un jour ne passe sans ses coups de feu et ses victimes. “Dimanche, les fusillades ont été nourries dans le centre de Bujumbura, explique un coopérant belge. On n'a pas entendu parler de victimes, personne n'a rien revendiqué mais ça a duré au moins deux heures”, nous expliquait-il ce lundi en se préparant “à plier bagages”. “Pas de quoi être fier d'abandonner nos amis Burundais mais nous allons quitter le pays au moins jusqu'à la fin du mois. Le souci, c'est que la situation pourrait rapidement et qu'on ne sait plus distinguer qui est qui dans cette drôle de guerre où les uniformes sont partout.”

Une allusion aux hommes en uniformes annoncés dans le pays. Pierre Nkurunziza, le porte-parole de la police burundaise n'a rien dit d'autre, ce week-end, lorsqu'il a appelé... les forces de l'ordre à la vigilance, vis-à-vis “d'hommes en uniformes, car les groupes de criminels qui commettent ces attaques ciblées contre des personnalités en vue portent souvent des uniformes des forces de l'ordre”. Une autre raison de craindre le pire.

H. Le.

Malgré les critiques de l'opposition politique, de la société civile, de l'Eglise catholique et même de la

communauté internationale, Nkurunziza s'accroche au pouvoir, plongeant le pays dans une grave crise politique et sécuritaire.

3 Questions à

**JEAN-PIERRE HEZIMANA,
ALIAS MASHOKE**

Journaliste et animateur sur Radio publique africaine, contraint à l'exil depuis début juin.

1 Pourquoi avoir fui le Burundi ?

Je n'avais plus le choix. Je n'étais plus en sécurité. J'avais une émission très populaire le dimanche sur Radio publique africaine (Ndlr: "Cukucuku" – une émission qui égratignait tous les acteurs de la vie publique burundaise). Le jour du putsch, j'ai été réquisitionné par les meneurs de ce mouvement pour être sur antenne. Ils cherchaient une voix connue, c'est tombé sur moi. Ce jour-là, j'ai quitté la radio vers une heure du matin. J'ai fermé les portes derrière moi et une heure après, les studios étaient détruits par des lance-roquettes. A partir de cette date, j'ai été pourchassé dans toute la capitale. J'ai d'abord réussi à faire sortir ma famille. J'espérais que cela se tasserait. Vu les menaces qui m'étaient adressées, je n'ai pas eu le choix. J'ai fui vers l'Ouganda depuis près de deux mois. Ici, je vis terré.

2 Vous pensez que vous pourrez bientôt rentrer au pays ?

Aujourd'hui, j'avoue que je n'y crois plus vraiment. Les arrestations des journalistes se poursuivent et même le plus célèbre activiste des droits de l'homme, Pierre Claver Mbonimpa, a été la cible d'un attentat. Le pays s'enfoncé dans un cycle de violence que personne ne semble capable d'arrêter.

3 Beaucoup d'exilés qui ont pris la route de l'Ouganda affirment que les services de la sécurité burundaise sont très actifs dans ce pays...

C'est vrai qu'ils sont présents. La police ougandaise le sait mais n'a pas les moyens d'intervenir. Quand je suis allé dans un commissariat de Kampala pour leur faire part de ma présence sur le territoire ougandais, ils m'ont conseillé de me terrer sans sortir. C'était ma meilleure chance de m'en sortir, m'ont-ils dit. Depuis deux mois, nous vivons reclus. Nous cherchons une solution pour partir et mettre le plus de distance entre ces gens et nous.

**“Les criminels
qui commettent
les attaques
ciblées contre
des personnalités
en vue portent
souvent
des uniformes
des forces
de l'ordre.”**

PIERRE NKURIKIYE

porte-parole de la police
burundaise.

Épinglé

Escalade de la violence ciblée

2 août. Le général Adolphe Nshimirimana, qui dirigeait la garde présidentielle, a été assassiné dimanche 2 août dans la capitale, Bujumbura.

3 août. Lundi, le militant des droits de l'homme, Pierre Claver Mbonimpa, a été grièvement blessé lors d'une tentative d'assassinat. Il est arrivé ce lundi matin à Bruxelles pour être soigné. Son état de santé a été jugé "fragile" par les services médicaux qui l'ont accueilli à sa descente d'avion.

9 août. Feu nourri dans le quartier de Jabe, dans la périphérie de Bujumbura. En matinée, un communiqué authentifié a annoncé l'arrestation de quelques-uns des agresseurs du général Adolphe. Sans plus de précision.